

JEAN-BAPTISTE RIVOIRE

L'ÉLYSÉE

(ET LES OLIGARQUES)

CONTRE L'INFO



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

L'ÉLYSÉE
(et les oligarques)
CONTRE L'INFO

Jean-Baptiste Rivoire

L'ÉLYSÉE
(et les oligarques)
CONTRE L'INFO

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Relecture de Jean Stern

Photographie de couverture : © Stéphane Lemouton / Abaca Press / Alamy Images

ISBN : 979-10-209-1083-7

© Les Liens qui Libèrent, 2022

INTRODUCTION

Attention, bastion démocratique en danger!

Un soir de novembre 2017, je bois un verre avec Éric Colomer, ancien reporter de *Complément d'enquête*, sur France 2. La pluie et le vent balaient les terrasses bordant la place qui dessert la sortie du métro Mairie d'Issy. À dix minutes de là, au siège de France Télévisions, c'est la crise, avec l'annonce de réductions d'effectifs dans l'information. Éric reçoit un texto d'une copine d'*Envoyé spécial*: « On y est: ils viennent de nous annoncer le démantèlement des magazines. Les CDI sont sommés de remonter aux JT [journaux télévisés]. Fin des CDD en juin. Il restera quatre personnes à *Envoyé spécial* et deux à *Complément d'enquête*. Le reste? Achats extérieurs. [...] C'est la fin des magazines du service public. » Mon confrère est abasourdi. François Hollande avait déjà laissé torpiller l'investigation sur Canal Plus. Son ancien bras droit à l'Élysée, Emmanuel Macron, va-t-il l'anéantir dans son dernier bastion, le service public? « Tu te rends compte, à France Télé, les magazines, c'est seulement 6 % du budget de l'information¹. » Même stupeur chez cette journaliste d'*Envoyé spécial* qui fait les comptes: « L'État réclame une économie de 50 millions d'euros sur 3 milliards, ce qui fait une baisse de budget d'environ 1,7 %. Avec ce plan, 66 % des économies à concéder reposeraient sur les magazines d'information²! »

1. Entretien d'Éric Colomer avec l'auteur, 27 novembre 2017.

2. Voir Émilie Gavaille, « Menaces sur les magazines d'info à France 2 », *Télérama*, 24 novembre 2017.

Pour comprendre ce qui se trame en coulisses en cet automne 2017, il faut revenir quelques mois en arrière.

« SABRER CE QUI FAIT LA SPÉCIFICITÉ DU SERVICE PUBLIC » ?

Au printemps de cette année-là, Emmanuel Macron a depuis longtemps trahi François Hollande en se présentant à l'élection présidentielle. Dans son programme, le jeune candidat prévoit d'accélérer la « transformation numérique » de l'audiovisuel public. La coqueluche des éditorialistes parisiens veut concentrer les moyens « sur des chaînes moins nombreuses, mais pleinement consacrées à leur mission de service public ». Quelques mois plus tard, au cœur de l'été 2017, alors qu'Emmanuel Macron s'est installé à l'Élysée, le gouvernement d'Édouard Philippe met brutalement fin à la hausse des crédits budgétaires pour France Télévisions. L'exécutif se justifie avec des formules technocratiques ronflantes : « Big bang de l'audiovisuel », « modernisation de la gouvernance » ou « synergies ». Mais l'objectif semble bien de réduire le financement de l'audiovisuel public.

Dès la rentrée, l'Élysée passe à l'attaque et exige de France Télévisions des économies drastiques : près de 200 millions d'euros sur le quinquennat, dont 50 millions dès 2018. Delphine Ernotte, nommée à la tête du groupe public en 2015, tente d'abord timidement de ramener de 50 à 30 millions d'euros les économies réclamées. Elle argue du fait que le gouvernement veut plus de numérique et une chaîne d'information publique. Comment investir dans ces projets avec moins de moyens ?

L'argument porte auprès de la majorité. Delphine Ernotte obtient l'appui de Marc Schwartz, ancien directeur financier de France Télévisions et directeur de cabinet de Françoise Nyssen, la discrète ministre de la Culture. Puis le soutien de certains conseillers de Matignon. Et même celui d'Ismaël Emelien, le conseiller spécial du président. Mais Emmanuel Macron refuse de céder : France Télévisions devra faire 50 millions d'euros d'économie dès 2018. Le 13 novembre, le quotidien *Le Monde* révèle que, pour atteindre l'objectif présidentiel, le ministère de la Culture envisage de supprimer des chaînes, de fermer les bureaux régionaux de France 2 et de regrouper l'ensemble de l'audiovisuel public (France Télévisions, Radio France, l'INA et France Médias Monde) au

sein d'une *holding*¹. Un *revival* de l'ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française), l'hydre gaulliste démantelée en 1974? À France Télévisions, les équipes de Delphine Ernotte font alors un choix surprenant: elles mettent lourdement à contribution les magazines d'information, qui ne représentent pourtant qu'une infime partie du budget du groupe public! « Une procédure normale et un calendrier habituel dans toutes les entreprises, l'exécutif n'a rien à voir là-dedans », m'a affirmé quatre ans plus tard Yannick Letranchant, troisième directeur de l'information de l'ère Ernotte².

Le 22 novembre 2017, celui-ci est envoyé au front pour porter la parole de la présidente de France Télévisions. Au micro de *L'instant M*, sur France Inter, il explique que les magazines hebdomadaires *Envoyé spécial* et *Complément d'enquête* pourraient devenir... mensuels. Sonia Devillers, la présentatrice de l'émission, s'en étonne: « C'est quand même la mission du service public d'avoir des soirées entières capables de s'intéresser à l'investigation, de ne pas trembler devant tous les pouvoirs, politiques, économiques, non ?

– Ce n'est pas parce qu'il y en aurait un petit peu moins qu'il n'y aurait pas d'investigation, cela ne se mesure pas au kilo, mais à la qualité.

– *Envoyé spécial*, c'est trente-cinq cartes de presse, c'est une toute petite équipe, et vous gérez à France Télévisions un budget de 3 milliards d'euros. Comment en arrive-t-on à sabrer ce qui fait la spécificité du service public sur un budget aussi colossal?

– Toutes les directions font des efforts et la rédaction aussi. [...] On prendra une décision dans les prochains jours. Nous conservons *Envoyé spécial*, *Complément d'enquête*, qui sont des marques très fortes.

– Vous conservez les marques, mais vous supprimez trois numéros sur quatre?

– C'est mieux que de les supprimer totalement!

– Parce que c'est à l'étude aussi?

1. Clarisse Fabre et Alexandre Piquard, « Rassembler France Télévisions et Radio France, supprimer France Ô, les pistes choc du ministère de la Culture », *Le Monde*, 13 novembre 2017.

2. Mail de Yannick Letranchant à l'auteur, 14 juillet 2021.

– On se prend quand même moins 50 millions en 2018, c'est une sacrée somme¹!»

Cinq jours plus tard, Yannick Letranchant et Pascal Doucet-Bon, directeur délégué de l'information, réunissent les responsables des magazines de France 2, dont la journaliste Élise Lucet, et confirment des coupes sombres dans les effectifs de journalistes d'investigation. Les trois quarts des reporters de *Complément d'enquête* ou d'*Envoyé spécial* doivent être remerciés ou réaffectés au journal télévisé.

Mais la colère gronde à France Télé. Dès le lendemain de l'interview de Yannick Letranchant sur France Inter, une assemblée générale propose une motion de défiance contre Delphine Ernotte, c'est-à-dire de la démettre de ses fonctions. Les équipes de *Complément d'enquête* et d'*Envoyé spécial* alertent les téléspectateurs via les réseaux sociaux. Élise Lucet dégage sur Twitter: «Touche pas mon info, les mags du jeudi en danger.» La polémique enfle. Catherine Deneuve et l'ancien garde des Sceaux de François Mitterrand, Robert Badinter, apportent leur soutien aux magazines d'information de France 2. Pour Daniel Schneidermann, le fondateur du site *Arrêt sur images*, l'argument financier n'est qu'une excuse: «Pourquoi censurer des enquêtes dérangeantes, quand il est si simple de faire en sorte qu'elles ne soient jamais réalisées? Et comment faire en sorte qu'elles ne soient jamais réalisées, sinon en supprimant les postes des journalistes qui pourraient les réaliser? Au nom, bien entendu, de l'effort budgétaire, demandé à tous².»

Pour Emmanuel Macron, c'est une mauvaise mayonnaise qui prend. Les coupes sombres qu'il exige de l'audiovisuel public risquent d'être accusées de la disparition d'émissions emblématiques appréciées des Français. Plutôt risqué en termes d'image pour le nouveau président. Le 29 novembre 2017, face à cette levée de boucliers, la direction de l'information de France 2 bat en retraite. Elle renonce à supprimer les trois quarts des effectifs d'*Envoyé spécial* et de *Complément d'enquête*. Pour Delphine Ernotte, la présidente de France Télévisions, c'est la Bérézina: non seulement elle n'est pas parvenue à externaliser la production des reportages magazines, mais

1. Sonia Devillers, *L'instant M*, France Inter, 22 novembre 2017.

2. Daniel Schneidermann, «Mieux que la censure, l'étranglement financier», *Rue89*, 27 novembre 2017.

elle s'est de surcroît mise à dos ses journalistes. Elle n'a plus leur confiance pour « préserver la qualité et les moyens de l'information ». La motion de défiance proposée est finalement votée à... 84 %. Et, cerise sur le gâteau, une grève est annoncée.

L'AUDIOVISUEL PUBLIC FRANÇAIS, UNE « HONTE » SELON MACRON

Emmanuel Macron, élu avec le soutien des industriels contrôlant les médias privés français (Bernard Arnault, Xavier Niel, Vincent Bolloré, Patrick Drahi, Arnaud Lagardère), se lance alors dans une diatribe rageuse contre Radio France et France Télévisions : « L'audiovisuel public français, je vais vous dire ce que je pense très profondément, est une honte. C'est une honte pour nos concitoyens, c'est une honte en termes de gouvernance, c'est une honte en ce que j'ai pu voir ces dernières semaines de l'attitude des dirigeants. »

Pour « Jupiter », comme on surnomme désormais ce jeune président si sûr de lui, tout est à jeter : « C'est très cher [...] pour une production de contenus de qualité variable » ; le système « complètement incestueux » profiterait à des producteurs « abonnés à la commande publique ». Il évoque même les gens « loin de la culture » (*sic*) qui ne trouveraient pas de contenus télévisuels adaptés. Mais cette sollicitude présidentielle pour ses concitoyens les plus fragiles prête à sourire : la majorité ne vient-elle pas de valider au même moment une baisse de cinq euros des aides au logement pour les étudiants ?

Une honte, vraiment ? Prenons l'exemple d'Elice Lucet, figure emblématique du service public et patronne d'*Envoyé spécial* et de *Cash investigation*. Son bureau est à des années-lumière des dorures de l'Élysée. Sur un rayonnage, on peut voir une photo de jeunes manifestants nantais, de noir vêtus et les visages dissimulés, posant derrière une banderole « Élise m'a radicalisé ». Depuis le lancement de *Cash investigation* en 2011, la journaliste s'évertue à percer pour le grand public les secrets du « monde merveilleux des affaires », dit-elle ironiquement. Elle décrypte les stratégies contestables de multinationales et les complaisances politiques dont elles jouissent. Jusqu'à la création de *Cash*, cette critique des effets pervers de la mondialisation était presque taboue à la télévision. Elle l'est toujours sur les chaînes privées.

Houspillant sur France 2 poids lourds de la finance et patrons du CAC 40, Élise Lucet a la cote chez les téléspectateurs, surtout les plus jeunes. Pour chaque numéro de *Cash investigation*, Premières Lignes Télévisions, la société de production créée par Paul Moreira et Luc Hermann après que Canal Plus a supprimé leur *90 Minutes* en 2006, fournit de longues enquêtes fouillées, rigoureuses et souvent accablantes. Des millions de Français ont pris l'habitude de les regarder, majoritairement en *replay*. On peut citer pêle-mêle: «Les vendeurs de maladies», sur les stratégies des laboratoires pharmaceutiques pour inciter à consommer toujours plus de médicaments inutiles, voire dangereux; «Paradis fiscaux, les petits secrets des grandes entreprises», sur la tendance des multinationales à frauder le fisc; «Diesel, la dangereuse exception française», ou comment la France, sous Nicolas Sarkozy, a encouragé fiscalement le diesel jusqu'à ce qu'il représente 80 % des achats de véhicules, rendant l'air de nos villes irrespirables; «Industries agro-alimentaires: business contre santé», sur les réticences des industriels de la malbouffe à informer clairement les consommateurs sur la composition de leurs produits. Et la liste est longue¹.

La popularité d'Élise Lucet ne se limite pas aux moins de trente ans. À l'automne 2017, pas moins de 3,8 millions de téléspectateurs sont bouleversés par un documentaire de *Cash investigation* signé Sophie Le Gall et titré «Travail, ton univers impitoyable». Elle est alors sacrée «animatrice préférée des Français». Même le médiateur de l'information de France 2, habitué à recevoir des tombereaux d'insultes, n'en revient pas: «Il n'y a presque que des courriers positifs! Bien sûr, il y a des gens qui la détestent, [...] mais pas tant que ça. On reçoit beaucoup de lettres d'encouragement qui disent: "Merci! Merci!" C'est très inhabituel².»

1. Voir aussi: «La mort programmée de nos appareils» (1^{er} juin 2012), «Industrie du tabac, la grande manipulation» (7 octobre 2014), «Quand les actionnaires s'en prennent à vos emplois» (3 mars 2015), «Le business de la peur» (21 septembre 2015), «Climat, le grand bluff» (24 mai 2016), «Pédophilie dans l'Église, le poids du silence» (21 mars 2017), «Travail, ton univers impitoyable» (26 septembre 2017), «Plastique, la grande intox» (11 septembre 2018), «Luxe, les dessous choc» (9 octobre 2018), «Implants, tous cobayes» (27 novembre 2018)...

2. Voir Pierre Jaxel-Truer, «Sainte Élise et Lucifer», *Le Monde Magazine*, 10 mars 2018.

Alors pourquoi diable Emmanuel Macron qualifie-t-il l'audiovisuel public de « honte » et tente-t-il de faire croire que les chaînes privées font aussi bien le job¹? Le président a-t-il oublié ce mémorable aveu en 2004 de Patrick Le Lay, l'ancien PDG de TF1 : « le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible: c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible² »? Ou cette sortie de Nicolas de Tavernost, président du directoire du groupe M6, assumant en 2015 des déprogrammations de reportages de l'émission *Capital* susceptibles de déplaire aux annonceurs: « Je ne peux pas supporter qu'on dise du mal de nos clients³ »?

Si Emmanuel Macron connaît mal ses classiques médiatiques, le grand public ne s'y trompe pas. Il sait que des émissions telles qu'*Envoyé spécial*, *Complément d'enquête*, *Cash investigation* ou *Pièces à conviction* ont contribué à faire connaître les affaires Pénélope Fillon, Bygmalion et plus tard Alexandre Benalla⁴. Les magazines d'information de France Télévisions, avec *Le Monde*, *Le Canard enchaîné* ou *Mediapart* ont bousculé la République à maintes reprises. Ils ont dévoilé les pratiques contestables de patrons du CAC 40 comme Bernard Arnault (LVMH), Vincent Bolloré (Vivendi), Xavier Niel (Iliad-Free), Patrick Drahi (Altice-SFR) ou Arnaud Lagardère, cinq puissants propriétaires de presse souvent enclins à s'approprier les médias privés pour orienter les choix démocratiques des Français. En 2017, tous soutenaient Emmanuel Macron.

1. Voir Laurent Delahousse, « 19 heures le dimanche », France 2, 17 décembre 2017.

2. Les associés d'EIM, *Les Dirigeants face au changement. Baromètre 2004*, Éditions du Huitième jour, Paris, 2004.

3. « Le Supplément », Canal Plus, 31 mai 2015. En septembre 2012, la direction de M6 avait déprogrammé un numéro de *Capital* sur Free mobile, suscitant les protestations de cinquante-sept salariés de la chaîne.

4. Voir Yan Martinet, Tristan Waleckx, Pierre Monegier, « Interview de Pénélope Fillon », *Envoyé spécial*, 2 février 2017; Tristan Waleckx, « Affaire Bygmalion, révélations d'un homme de l'ombre », *Envoyé spécial*, 29 septembre 2016; Tristan Waleckx, « Les secrets de l'affaire Benalla », *Envoyé spécial*, 20 juin 2019.

Il ne fait guère de doute que derrière le coup de gueule du locataire de l'Élysée se cachait la volonté d'étouffer ce travail embarrassant ses puissants soutiens, comme ses prédécesseurs avaient avant lui tenté de le faire. Car depuis les années 2000 – au moins –, pour avoir encouragé une poignée de riches industriels à prendre le contrôle de la quasi-totalité des médias privés, les responsables politiques français se retrouvent piégés, contraints de leur montrer patte blanche pour accéder au pouvoir. Au risque de faire de l'Élysée un adversaire de la liberté de l'information.

Un grave dévoiement démocratique de la V^e République amorcé sous Jacques Chirac, entretenu par François Hollande et poussé jusqu'à la caricature par Emmanuel Macron. Dans la lignée de Nicolas Sarkozy? Quelques années auparavant, lui aussi avait pris en grippe le journalisme «façon Élise Lucet». Candidat à la présidentielle, il avait déjà bénéficié du soutien des milliardaires contrôlant les médias. Comme Macron, il avait été conseillé par la «papesse» de la presse people, Michèle Marchand, multipliant les unes de *Paris Match*, l'hebdo Lagardère. Après son élection, Nicolas Sarkozy aussi avait fêté ses résultats dans une luxueuse brasserie parisienne. Lui aussi avait été rapidement qualifié de «président des riches», quand Vincent Bolloré lui avait prêté jet et yacht privés. Enfin, lui aussi a entrepris de réduire drastiquement le financement de l'audiovisuel public. Nicolas Sarkozy, une source d'inspiration pour Emmanuel Macron? Un modèle du genre, en tout cas, en matière de torpillage de France Télévisions et de mise au pas de l'information...

Attention, bastion démocratique en danger! Tel est le propos de cet ouvrage, où j'ai tenté, enquêtes à l'appui et sans acrimonie aucune, de restituer l'histoire trop méconnue des rapports entre les responsables politiques français, les industriels contrôlant la presse privée et les dirigeants de l'audiovisuel public au cours des «années Macron». Ce qui implique d'explorer d'abord les pratiques antérieures observées au cours des «années Sarkozy» et des «années Hollande».

I

Un inspireur nommé Sarkozy?

Sarkozy, candidat des milliardaires

Jacques Dupuydauby est président de la Société commerciale d'affrètement et de combustible (SCAC), une entreprise spécialisée dans le transit douanier en Afrique dont le siège se situe dans le quartier de la Défense. Un matin de 1983, il reçoit un coup de fil: « Monsieur le Président, j'ai la secrétaire du maire de Neuilly au téléphone.

– Euh... Dites-moi, le maire de Neuilly, c'est qui?

– Un jeune, je crois... Un certain... Sarkozy. »

SARKOZY, 1983 : « IL VA Y AVOIR DES GENS QUI SERONT MES AMIS
ET LES AUTRES »

Dupuydauby est invité à passer à la mairie « pour faire connaissance avec Monsieur le maire ». Intrigué, ce gaulliste à l'ancienne propose plutôt au jeune – il a alors 28 ans – et nouvel édile de Neuilly de venir déjeuner à son siège. Élevée au bon grain de la « Françafrique », la SCAC sait recevoir ses invités avec huissier et maître d'hôtel. Trente-huit ans après, aucun témoin ne peut confirmer la véracité de la scène qui va suivre, mais Dupuydauby affirme s'en rappeler comme si c'était hier: « D'entrée, Nicolas Sarkozy m'explique qu'il sera député de la circonscription en 1986 et qu'il a besoin d'aide. Je lui ai dit que si cela lui faisait plaisir, je lui paierai ses affiches de campagne. Manifestement, cela ne lui suffisait pas. Je lui ai alors demandé s'il voulait devenir ministre? Premier ministre? Président? ». Selon Dupuydauby, Nicolas Sarkozy n'aurait pas démenti et lui aurait expliqué

qu'il lui fallait beaucoup d'argent pour sa carrière et qu'il constituait un cercle d'amis pour l'aider. En clair, le jeune édile aurait suggéré au patron de la SCAC de le rémunérer comme avocat de son entreprise, Dupuydauby aurait fermement refusé. Nicolas Sarkozy lui aurait alors lâché : « il va y avoir des gens qui seront mes amis et les autres ». Et avant que le maître d'hôtel n'ait eu le temps de servir le fromage, il aurait lâché à Dupuydauby un tonitruant « Je m'en souviendrai » avant d'être raccompagné par l'huissier. Déjà évoquée en 2011 par deux confrères du *Monde* sans être démentie ni contestée en justice par le principal intéressé, cette scène nous a été confirmée par Jacques Dupuydauby presque mot pour mot en 2021¹.

Jeune maire de Neuilly, Nicolas Sarkozy aurait-il répété ce petit manège avec d'autres entrepreneurs des Hauts-de-Seine? Petit-fils d'un aristocrate hongrois réfugié en Allemagne en 1945 pour fuir l'Armée rouge et d'un médecin juif de Salonique, en Grèce, il est élevé avec ses deux frères à Neuilly par sa mère, Andrée Mallah. Dans cette ville cossue des Hauts-de-Seine, on regarde de haut cette femme juive divorcée qui élève seule trois enfants. Délaissés par leur père hongrois, les garçons tentent tant bien que mal de se faire accepter par la bourgeoisie locale. « On ne nous invitait pas beaucoup », nous confiait Nicolas Sarkozy en 2004, à l'occasion d'un portrait sur Canal Plus². Cette enfance à l'écart de la « haute société » et ce père absent nourrissent en lui de formidables envies de revanche. Voire une impitoyable tendance à tuer ses « pères » en politique.

En 1981, après des études de droit, il devient avocat. Dans le cabinet d'affaires qu'il intègre, son confrère Jacques Copper-Royer est frappé par son ambition : « La volonté de Nicolas Sarkozy était, dès le départ, de faire une carrière politique. Je dirais même qu'il avait une ambition : devenir président de la République. [...] Être avocat, cela lui permettait d'avoir des relations dans le milieu des affaires³. » En 1983, alors qu'il milite au RPR

1. Entretien de Jacques Dupuydauby avec l'auteur, février 2021 et Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *Sarko m'a tuer*, Stock, Paris, 2011. Contacté, Nicolas Sarkozy n'a pas souhaité s'exprimer.

2. Voir Jean-Baptiste Rivoire et Véronique Robert, « Sarkozy, enquête sur un présidentiable », *90 Minutes*, Canal Plus, 31 mai 2005.

3. Voir David Servenay, « Quand Sarkozy l'avocat ne méprisait pas les paradis fiscaux », *Rue89*, 7 novembre 2016.

de Neuilly, Charles Pasqua, patron de la droite des Hauts-de-Seine, l'envoie convaincre les conseillers municipaux de le choisir pour diriger la ville. Mais Sarko s'arrange – à seulement 28 ans et au grand dam de son mentor – pour se faire élire à sa place à la tête de la municipalité par les vieux notables.

Une fois maire, Nicolas Sarkozy développe des liens avec les entreprises influentes du département le plus riche de France. En 1985, il crée « Neuilly communication », un club sélect visant à « favoriser les rencontres entre les présidents du monde de la communication et des médias ». Parmi ses membres, on compte Gérald de Roquemaurel, un dirigeant de Hachette Filipacchi Médias (une branche du groupe Lagardère), Jean-Claude Decaux, ou plus tard Nicolas de Tavernost. « Quand on regarde les membres de cette association, ce sont les mêmes qui détiennent aujourd'hui les clés de l'ensemble de l'audiovisuel privé, estimait Noël Mamère en 2009. Ce sont les mêmes qui sont propriétaires de grandes entreprises, qui ont des relations étroites avec l'État. Qu'il s'agisse de Lagardère, qui est aussi un marchand d'armes, qu'il s'agisse de Bouygues, qui est présent dans le nucléaire, tout cela est très inquiétant quant au pluralisme, quant aux conflits d'intérêts, et donc quant à la démocratie¹. »

En 1987, le maire de Neuilly crée avec deux amis son propre cabinet d'avocats d'affaires. Nicolas Sarkozy défend bientôt les intérêts du laboratoire pharmaceutique Servier ou du groupe Bouygues, qu'il aide à conquérir TF1. Élu député en 1988, puis nommé ministre du Budget et porte-parole du gouvernement d'Édouard Balladur en 1993, Nicolas Sarkozy s'est attaché le soutien des principaux propriétaires de presse, dont Martin Bouygues. Il va les inciter à soutenir son mentor: « Sarko avait réussi à convaincre Le Lay et Mougeotte² que Balladur serait le prochain président, confiera plus tard un ancien cadre de TF1. En off, la consigne nous était répétée: "Il faut faire gagner Balladur." L'état-major de la chaîne [...] était mobilisé pour cela³. » « C'est TF1 qui fera le prochain président

1. Cité par Sarah Perrig et Alexandre Bochatay, « Sarkozy, vampire des médias », *Temps présent*, TSR, 4 juin 2009.

2. PDG et vice-PDG de TF1 à l'époque. Les deux sont décédés récemment, Patrick Le Lay en mars 2020 et Étienne Mougeotte en octobre 2021.

3. Cité par Aude Dassonville et Jamal Henni, *TF1. Couloises, secrets, guerres internes*, Flammarion, Paris, 2016.

de la République», s'illusionnait même Francis Bouygues quelques mois avant son décès, survenu en juillet 1993. Cette année-là, Claire Chazal, présentatrice vedette sur la Une, publie une hagiographie d'Édouard Balladur¹. En avril 1995, quand son collègue Patrick Sébastien ose caricaturer Nicolas Sarkozy, alors porte-parole du Premier ministre, en « toutou qui lèche Balladur », celui-ci se plaint à Martin Bouygues et le célèbre animateur se voit ordonner de « ne plus faire des sketches sur des politiques² ».

Malgré le soutien de TF1, Édouard Balladur échoue face à Jacques Chirac à la présidentielle de 1995. Nicolas Sarkozy entame alors une douloureuse traversée du désert. Mais le banquier Antoine Bernheim, l'un des parrains du capitalisme français, l'aide à renouer avec son métier d'avocat d'affaires. Il lui confie la défense de dossiers du groupe Generali qu'il dirige et lui rabat des clients fortunés. Le milliardaire canadien Paul Desmarais lui apporte également quelques dossiers. Grâce à Arnaud Lagardère (Europe 1, *Paris Match*, *Le JDD*...), à la famille Dassault, au PDG de LVMH Bernard Arnault (*La Tribune*), à la banque Rothschild ou à la Générale des eaux de Jean-Marie Messier, le cabinet d'avocats Leibovici-Claude-Sarkozy tourne à plein régime. En 1997, quand Vincent Bolloré tente un raid boursier sur son groupe dans l'espoir de prendre le contrôle de TF1, Martin Bouygues rémunère à son tour Nicolas Sarkozy comme avocat. « Je ne suis pas ami avec Martin [Bouygues], plastronne alors ce dernier. Je suis très ami³. »

Dans la perspective de la présidentielle de 2002, toujours sous la houlette de Patrick Le Lay et d'Étienne Mougeotte, TF1 martèle lourdement, notamment dans le 13 heures de Jean-Pierre Pernaut, des antiennes traditionnelles de la droite: « c'était mieux avant », « on est mieux chez nous », « on paie trop d'impôts », « le terroir ne ment pas », etc. Les JT de la Une relayent également la thématique médiatique favorite de Nicolas Sarkozy: accuser les jeunes des banlieues d'être responsables des malheurs des quartiers défavorisés. Avec Lionel Jospin à Matignon, cette surenchère sécuritaire entretenue également par les journaux d'Arnaud Lagardère fait des ravages dans l'opinion. Au moindre fait divers, les caméras de TF1 débarquent et développent au « 20 heures » une psychose des « racailles »,

1. Claire Chazal, *Balladur*, Flammarion, Paris, 1993.

2. Renaud Saint-Cricq et Frédéric Gerschel, *Canal Sarkozy*, Flammarion, Paris, 2009.

3. Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1, un pouvoir*, Fayard, Paris, 1997.

comme dit Nicolas Sarkozy. En avril 2002, à quelques jours du premier tour de la présidentielle, l'affaire «Papy Voise» (un fait divers dramatique monté en épingle par Télé Bouygues) contribue à faire triompher la droite. Au premier tour, Chirac rallie 19,9 % des suffrages et Jean-Marie Le Pen 16,9 %. Avec seulement 16 % des voix, Lionel Jospin est éliminé. Deux semaines plus tard, Jacques Chirac est reconduit à l'Élysée avec près de 80 % des voix.

Écœuré, Julien Dray, co-fondateur de SOS Racisme et membre de l'équipe de campagne de Lionel Jospin, accuse publiquement TF1, «qui pourrait s'appeler TF-Haine» (comme T-FN) d'avoir orchestré une campagne sécuritaire pour favoriser la droite: «Je mets en cause cette chaîne pour la manière dont elle a mis en scène l'insécurité durant la campagne présidentielle¹.» Dray sera interdit d'antenne sur TF1 et LCI.

Nicolas Sarkozy, lui, triomphe. Grâce à son talent médiatique et au soutien de la plupart des propriétaires de presse, il réussit une incroyable rédemption politique. Alors qu'en 1995, il avait été souillé par les crachats des militants du RPR (Rassemblement pour la République) lui reprochant d'avoir trahi Jacques Chirac pour Édouard Balladur, et alors qu'aux élections européennes de 1999 il avait réalisé le pire score de toute l'histoire du parti avec seulement 12,5 % des voix, Jacques Chirac le nomme... ministre de l'Intérieur, l'un des postes les plus influents de la République. Place Beauvau, puis au ministère de l'Économie, Nicolas Sarkozy entretient d'excellentes relations avec ses mécènes. Arnaud Lagardère l'appelle bientôt «mon frère», Martin Bouygues et Bernard Arnault sont les témoins de son mariage avec Cécilia. Bouygues est même le parrain de son fils Louis. Dans la perspective de 2007, ils vont mettre leurs médias au service de sa candidature présidentielle.

L'AFFAIRE CÉCILIA: L'OLIGARCHIE AUX PETITS SOINS MÉDIATIQUES

En 2004, Serge Dassault rachète au groupe Hersant la Socpresse et *Le Figaro*. En 2005, Vincent Bolloré lance sa chaîne D8 sur la TNT. Quant à Arnaud Lagardère, présent dans l'aéronautique, l'armement, l'édition et

1. Radio Shalom, 9 mai 2002.

la presse, il va carrément mettre tout son empire de médias au service de la candidature Sarkozy.

Quelques mois avant la mort du père d'Arnaud Lagardère en 2003, Nicolas Sarkozy avait promis au patriarche de « veiller sur son fils ». Selon une enquête de *Mediapart*, il aurait profité de sa double casquette de ministre du Budget et d'avocat du groupe Lagardère pour que son ami Arnaud puisse ne pas payer trop d'impôts sur la succession : « Une dizaine de millions d'euros seulement », une « misère » par rapport aux 320 millions transmis par son père¹. Le ministre du Budget a-t-il aidé Arnaud Lagardère dans l'espoir d'être soutenu par *Paris Match*, Europe 1 et *Le JDD* pour la présidentielle de 2007 ? L'arrangement fiscal avait en tout cas choqué François Bayrou : « Arnaud Lagardère ne fait pas mystère de l'aide que lui a apporté Nicolas Sarkozy, alors ministre des Finances, en 2004. Chacun sait que le ministre des Finances est maître des transactions fiscales, notamment lorsqu'il s'agit de droits de succession². » « Le climat entre les deux hommes a permis de faciliter les solutions » dans le cadre de cette succession, reconnaîtra Claude Guéant quelques années plus tard³. Des « solutions » sur lesquelles Arnaud Lagardère se gardera bien de communiquer. Interrogé sur le sujet en commission des finances de l'Assemblée, il lâchera dans un éclat de rire : « Alors là... On a droit à un joker, ici... Ou bien je téléphone à un ami, ou je demande le 50/50. Mais très franchement, je préfère ne pas répondre à cette question...⁴ »

Quelques mois après, en avril 2005, le groupe Lagardère invite Nicolas Sarkozy à un séminaire à Deauville. Devant Alain Genestar, patron de *Paris Match*, et Jean-Pierre Elkabbach, alors à la tête d'Europe 1, Arnaud Lagardère monte sur scène. En pull blanc décontracté, micro en main, il se lance dans un vibrant hommage à son « ami » Nicolas : « Il y a un homme,

1. Laurent Mauduit, « Sarkozy aussi a arrangé le dossier fiscal d'une succession », *Mediapart*, 5 août 2010.

2. François Bayrou, *Abus de pouvoir*, Plon, Paris, 2009.

3. Julien Daguette, « Arnaud Lagardère, au nom du père », *Envoyé spécial*, France 2, 16 février 2017.

4. François Bayrou, *Abus de pouvoir*, *op. cit.* Réinterrogé sur ce point par Julien Daguette en 2017, Arnaud Lagardère affirmera finalement que l'arrangement fiscal aurait été négocié avec Alain Lambert, le prédécesseur de Nicolas Sarkozy au ministère du Budget.

un, qui a œuvré pour nous, j'allais dire pour moi, mais ce qui compte, c'est surtout pour nous, c'est-à-dire *in fine* pour notre indépendance et notre survie, notamment en politique, c'est lui. [...] Je vous présente quelqu'un qui est un peu un frère pour moi. [...] Je vous demande un tonnerre d'applaudissements pour... Nicolas Sarkozy¹!»

Dans ce contexte, dans la perspective de la présidentielle de 2007, les médias Lagardère vendent sans relâche le «formidable duo» que le ministre de l'Intérieur formerait avec son épouse Cécilia, présenté à longueur de reportages photo complaisants dans *Paris Match* ou *Le JDD* comme «le couple présidentiel qui monte». Sauf que, depuis 2005, ce beau roman-photo ne correspond plus à la réalité. Loin de la photo où ils posaient dans le bureau du ministre avec le jeune Louis jouant au pied de ses parents (clin d'œil de *Paris Match* à une célèbre photo du président américain John Kennedy dans le bureau ovale de la Maison-Blanche avec son fils John-John dans les années 1960), le couple Sarkozy s'est fissuré. Pour le ministre, qui vient de se faire élire à la tête de l'UMP et rêve d'accéder à l'Élysée en 2007, c'est une catastrophe politique. Pendant vingt ans, il s'était mis en scène avec son épouse dans l'espoir de séduire les Français : «Il la qualifiait de “conseillère la plus proche” et précisait bien qu'elle entrerait avec lui à l'Élysée ou que son destin ne se réaliserait pas», rappelait en 2009 l'avocat d'un journal suisse poursuivi en justice par Nicolas Sarkozy². Le candidat de l'UMP craint qu'en se présentant devant les Français en homme esseulé, il perde la présidentielle. D'autant que ses rivaux politiques commencent déjà à ricaner : «En privé, Villepin disait : “Quand on n'est pas capable de garder sa femme, on ne peut pas garder la France”», se remémore un éditeur parisien. Entretenir le mythe du couple «Nicolas-Cécilia» est essentiel pour le candidat, quitte à cacher la situation aux Français.

Pour Nicolas Sarkozy, la descente aux enfers commence paradoxalement lors d'une période faste : l'automne 2004. En novembre de cette année-là, pour célébrer sa désignation à la tête de la droite, il se fait payer par son parti un show hollywoodien. Au Bourget, devant son épouse et 40 000 militants en transe qui viennent de l'élire à 85 % des voix, il déclare : «Je

1. Julien Daguette, «Arnaud Lagardère, au nom du père», *op. cit.*

2. Sarah Perrig et Alexandre Bochatay, «Sarkozy, vampire des médias», *op. cit.* On verra plus loin à quel sujet et ce qu'il en est advenu.

suis prêt parce qu'au plus profond de moi-même, je sais que la France ne redoute plus le changement, mais qu'elle l'attend. Et ce changement, c'est nous qui allons l'incarner.» En fin de meeting, une vidéo de son fils Louis, alors âgé de 7 ans, l'encourage sur un écran géant : « Bonne chance, mon papa! » Mais en coulisses, Cécilia Sarkozy a du vague à l'âme. Après avoir consacré vingt ans de sa vie à l'ambition sans bornes de son mari, l'avoir accompagné dans ses déplacements, dirigé son cabinet à l'UMP, l'avoir conseillé, celle qui se disait « fière de n'avoir aucun sang français dans les veines¹ » craque. Nicolas est-il trop obsessionnel, trop névrosé, trop absent? En préparant le meeting du Bourget, elle rencontre Richard Attias, président de Publicis Events. Riche, séduisant, tranquille et sûr de lui, Attias séduit Cécilia, qui commence à le fréquenter discrètement. Si le « Tout Paris » apprenait cette liaison, ce serait un véritable séisme politique pour le candidat...

Début 2005, un premier reporter photographie Cécilia Sarkozy et Richard Attias dînant dans un restaurant parisien, mais aucun journal n'ose publier ses photos. Connu pour avoir distribué en 1994 le scoop sur Mazarine Pingeot, la fille cachée de François Mitterrand, au sortir d'un déjeuner avec son père, le photoreporter Pascal Rostain apprend que le publicitaire et la femme du ministre de l'Intérieur vont s'envoler pour Cannes. Avec son confrère Bruno Mouron, ils embarquent dans le même avion qu'eux et parviennent à leur tour à les photographier, alors que les tourtereaux dînent dans un restaurant en vue du port. Mais le lendemain, *Paris Match*, l'hebdo d'Arnaud Lagardère, décide de ne pas publier leurs photos. « Il semble qu'il y ait de la pression dans l'air, racontera Rostain dans ses mémoires. Alors que tout le monde sait que Cécilia a quitté Nicolas pour Richard, aucun rédacteur en chef ne veut publier notre reportage, car si les déboires de Nicolas Sarkozy feraient vendre des millions d'exemplaires, susciter son courroux effraie. Effraie beaucoup². »

Au fil des semaines, la séparation du couple Sarkozy explose pourtant au grand jour : alors que durant dix-sept ans, Cécilia n'avait quasiment jamais

1. Cité par Vanessa Schneider, « La deuxième dame de France », *Libération*, 8 juillet 2004.

2. Pascal Rostain, *Voyeur. Mémoires indiscrets du roi des paparazzi*, Grasset, Paris, 2014.

quitté Nicolas plus de 24 heures, elle ne l'accompagne même plus pendant la campagne du référendum européen. Le 19 mai 2005, elle lui annonce qu'elle le quitte et part pour Roissy. Affolé, le président de l'UMP la suit dans une course poursuite en voiture officielle, toutes sirènes hurlantes : « J'essaye de sauver ma famille, lui lâche-t-il dans le hall de l'aéroport. Si tu pars, c'est un point de non-retour. » En vain. Elle décolle pour retrouver Richard Attias. Le dimanche 22 mai, dévasté, Nicolas Sarkozy annule sa venue au 20 heures de TF1, un rendez-vous pourtant crucial à une semaine du référendum sur la constitution européenne.

« ILS ONT UNE PEUR BLEUE, CAR C'EST LE FUTUR PRÉSIDENT »

Mais cette fois encore, les puissants propriétaires de presse qui le soutiennent vont parvenir à étouffer le scandale qui menace son projet élyséen. Le 25 mai, un journal suisse, *Le Matin*, titre bien en une : « Sarko largué par Cécilia¹. » Mais le lendemain, aucun média français ne reprend ce scoop. Inquiet, le rédacteur en chef du *Matin* appelle son correspondant à Paris : « Je lui ai demandé pourquoi les autres journaux, les télévisions, les radios n'en parlent pas. Il m'a dit : "Tout le monde le sait, mais ils n'osent pas. Ils ont une peur bleue, car c'est le futur président"². » Quand les avocats de Nicolas Sarkozy portent plainte, la justice condamne le journal suisse sur quelques détails, mais le blanchit sur l'essentiel : Sarkozy « avait bâti son ascension politique sur les rapports fusionnels, mais aussi professionnels qu'il entretenait avec son épouse de l'époque, Cécilia Sarkozy, expliquera l'avocat du journal. Le tribunal a mesuré qu'ayant utilisé ce levier très fort de la médiatisation d'un couple politique, l'un des composants de ce couple politique ne pouvait pas être totalement à l'abri de l'attention de la presse³. » La justice française estimera ainsi qu'un couple qui s'est fortement médiatisé pour « booster » son destin peut difficilement refuser toute médiatisation quand des nuages surviennent. Au lendemain de la révélation de sa rupture par *Le Matin*, Nicolas Sarkozy accepte pour la première fois d'en parler

1. « Sarko largué par Cécilia », *Le Matin*, 24 mai 2005 (cité dans « Affaire Cécilia, Sarkozy attaque le journal suisse *Le Matin* », *Libération*, 14 juillet 2005).

2. Sarah Perrig et Alexandre Bochatay, « Sarkozy, vampire des médias », *op. cit.*

3. *Ibid.*

publiquement, le 26 mai, dans le « 19/20 » de France 3 : « Vous voulez parler de la rumeur ? Alors interrogez-moi, faites votre joli métier ! [...] Il est normal en tant qu'homme public que je réponde aux questions. Mais ne trouvez-vous pas que, parfois, cela va trop loin ? Que ma famille mérite aussi d'être respectée ? Que ma femme, qui est une personne éminemment respectable, mérite aussi d'être respectée ? Qu'elle n'a pas à être suivie en permanence par des motos avec des photographes pour savoir avec qui elle déjeune ? Mes enfants doivent être respectés. La vérité, elle est très simple : comme des millions de familles, la mienne a connu des difficultés. Ces difficultés, nous sommes en train de les surmonter. Ma famille a besoin d'un peu de répit. [...] Moi, je suis un homme public. Je peux combattre, je peux me défendre. Eux, pas¹. »

En clair, à deux ans de la présidentielle, le candidat phare de la droite demande à la presse de cacher aux électeurs le fait que le couple politique qu'il leur a vendu depuis des années vient d'exploser. Pour bien faire comprendre qu'il considère désormais tout paparazzi comme un ennemi, il conclut : « Pour abattre quelqu'un, on utilise tous les procédés. » Selon Jean-Michel Psàïla, le patron de l'agence photographique Abaca, cette sortie de Sarko s'expliquerait par l'article paru en Suisse, mais aussi par une autre « paparazzade », jamais révélée à ce jour : « Quelques jours avant sa sortie sur France 3, un photographe était à nouveau parvenu à immortaliser Cécilia et Richard sortant d'un restaurant parisien. Il a immédiatement proposé ses photos à *VSD*. Marc Simon, le directeur photo, est monté voir Philippe Labi, alors directeur des rédactions de *Voici*, *Gala* et *VSD*, puis il est redescendu en disant que cela ne les intéressait pas. » Seize ans plus tard, Philippe Labi nous a affirmé « ne pas se souvenir » qu'on lui ait proposé des photos de Cécilia Sarkozy et Richard Attias². Marc Simon, lui, fouille dans sa mémoire : « Je ne me souviens pas d'avoir reçu Psàïla. Mais mon responsable était bien Philippe Labi. C'est lui que je consultais, forcément. [...] Il est vrai qu'à *VSD*, on ne "tirait" jamais les premiers. Quand les Allemands de Bertelsmann avaient racheté l'hebdo en 1995, Chirac l'avait mal pris. Du coup, nos actionnaires marchaient sur des œufs. Labi n'aurait jamais

1. « 19/20 », France 3, 26 mai 2005.

2. Entretien de Philippe Labi avec l'auteur, 13 juillet 2021.

publié une telle “première salve” dans un de ses journaux. D’autant qu’il était assez pote avec Sarko¹.»

C’est quelques jours après que *VSD* ait refusé les photos amenées par Psaila et un de ses confrères que Nicolas Sarkozy mettait en garde sur France 3 les photographes suivant sa femme. «Je pense qu’il avait été mis au courant de l’existence des nouvelles images de Cécilia dînant avec Richard Attias», soupçonne Psaila². Après avoir renoncé à publier ces photos, Philippe Labi aurait-il été jusqu’à informer Nicolas Sarkozy de leur existence? Tout en admettant qu’il tutoyait alors le président de l’UMP, Labi dément: «Je ne suis pas un agent de police³!».

Quand Nicolas Sarkozy revient au ministère de l’Intérieur le 31 mai 2005, avec Dominique de Villepin à Matignon, il est contraint d’admettre que son épouse ne sera plus sa cheffe de cabinet à l’UMP. Fin juin, Cécilia consulte l’avocat Georges Kiejman, déménage de l’appartement de la place Beauvau et part s’installer à New York avec Richard Attias. Durant tout l’été, alternant menaces et SMS insistants, le ministre de l’Intérieur tente de reconquérir sa femme. Alors qu’elle organise désormais sa vie entre Paris et New York, et que leur fils Louis est scolarisé aux États-Unis, les preuves de l’explosion du couple Sarkozy s’accumulent sur le bureau d’Alain Genestar, le directeur de la rédaction de *Paris Match*: «Des photos nous arrivaient, révélera-t-il en 2008 à Daniel Schneidermann. Cécilia et son ami ne se cachant pas, ils se promenaient sur la Croisette, ils louaient une décapotable et à Paris, [...] ils allaient dans des restaurants très connus et ils se mettaient en terrasse⁴.» En dépit de sa célèbre maxime («Le poids des mots, le choc des photos») et du fait qu’en juillet, Pascal Rostain et Bruno Mouron sont parvenus à rephotographier Cécilia et Richard consultant les plans d’un appartement à New York, l’hebdo du groupe Lagardère achète les photos mais ne les publie pas. Alain Genestar s’en explique aujourd’hui: «La consigne était naturellement d’acheter [les photos de Cécilia et Richard]. Non pas pour

1. Entretien de Marc Simon avec l’auteur, 3 août 2021.

2. Entretiens de Jean-Michel Psaila avec l’auteur, 14 janvier 2020 et 13 juillet 2021.

3. Entretien de Philippe Labi avec l’auteur, 13 juillet 2021.

4. Alain Genestar, «À propos de mon licenciement, Sarkozy ne dit pas la vérité», *Arrêt sur images*, 27 juin 2008.

les bloquer. Aucun magazine français n'allait les publier. Mais à *Match*, on savait qu'à un moment il faudrait publier l'histoire. C'est une règle à *Match* (comme dans tous les grands magazines people) : on achète les photos pour enrichir les archives quand la décision éditoriale est prise de revenir sur une histoire¹. » « Les médias français sont dirigés par des groupes industriels gouvernés par leurs peurs », estimera pour sa part le talentueux Rostain².

Ce n'est qu'à la fin de l'été 2005, quand il apprend que des photos de Cécilia et Richard ont été achetées par le *Sunday Times* de Londres et qu'il va donc se faire « griller », que Genestar se décide à « casser » la une de *Paris Match* au dernier moment pour publier les photos prises en juillet à New York par Pascal Rostain et Bruno Mouron. « On a estimé que *Match* ne pouvait pas être à la traîne », expliquera-t-il à Daniel Schneidermann³. Alors que les photos de New York prouvent que Cécilia s'installe aux États-Unis, *Paris Match* titre timidement : « Cécilia Sarkozy, l'heure du choix. » Autre précaution, malgré l'urgence, Genestar a fait valider cette une par Gérard de Roquemaurel, devenu PDG de Hachette Filipacchi Médias. Et il est confiant : « Moi, je pense qu'on ne va pas me virer, ce n'est pas l'intérêt de Sarko, ni de personne. [...] Et je me dis : "Si on me vire, c'est tellement mauvais pour *Paris Match* qu'ils ne vont pas le faire"⁴. » Quand l'hebdo paraît, le mythique photoreporter Daniel Filipacchi, fondateur du groupe propriétaire de *Paris Match*, le félicite : « Il m'a appelé de New York pour me dire : "Je me demandais quand vous alliez oser le faire. Bravo !" », s'enorgueillit Genestar.

Côté Sarkozy, en revanche, c'est la « soupe à la grimace ». Le mercredi 24 août, veille de la sortie en kiosque, la une de *Paris Match* est envoyée au ministre de l'Intérieur en fin de matinée. Quand il descend déjeuner avec Patrick de Carolis, le nouveau PDG de France Télévisions qu'il a convié place Beauvau, Nicolas Sarkozy est blême. Il passera les trois quarts du repas son téléphone vissé à l'oreille : « [Il] était bouleversé et cherchait

1. Mail d'Alain Genestar à l'auteur, 17 juillet 2021.

2. « Pascal Rostain, l'interview vérité », *LeMatin.ch*, 7 février 2014.

3. Alain Genestar, « À propos de mon licenciement, Sarkozy ne dit pas la vérité », *op. cit.*

4. *Ibid.*

désespérément à joindre Arnaud Lagardère, le propriétaire du magazine», témoignera de Carolis¹. «Il ne comprenait pas pourquoi *Match* s'apprêtait à publier cette photo, il prenait cela pour une trahison, confie l'un de ses anciens conseillers. Arnaud lui-même était très ennuyé².»

Quelques jours après la publication, dont Arnaud Lagardère a manifestement été prévenu trop tard, Alain Genestar appelle le ministre de l'Intérieur: «J'ai pu ressentir en parlant très brièvement au téléphone avec Nicolas Sarkozy la violence qui, s'abattant sur moi, s'était abattue sur Arnaud Lagardère. Et j'ai compris: la pression avait été trop forte³.» En 2021, Genestar a accepté de nous en dire un peu plus sur ce douloureux échange: «Ce fut une conversation très froide, avec la formulation d'une menace implacable: "Ce que tu as fait, je ne l'oublierai jamais", suivi de ces mots étranges: "Tu seras responsable de ce qui arrivera." J'ai eu le sentiment qu'il y avait une sorte de "contrat" à mon endroit⁴.» Le 3 septembre, devant des journalistes à La Baule, Nicolas Sarkozy lâche à propos d'Arnaud Lagardère: «Soit c'est un traître, soit il ne tient pas son groupe.» Dans les semaines qui suivent, ce dernier appelle à son tour Genestar pour l'informer qu'il ne «dirigera plus *Paris Match* durant la campagne présidentielle». Et en juin 2006, il est remercié, officiellement pour «dérive déontologique». Bouleversé, Genestar partira sous les applaudissements de son équipe, qui se mettra même brièvement en grève pour protester contre une éviction qu'elle juge «politique». Quelques mois plus tard, Gérard de Roquemaurel est écarté à son tour. Interrogé quelque temps avant la présidentielle sur l'éviction d'Alain Genestar, Nicolas Sarkozy déclare n'avoir «aucune responsabilité dans cette décision, même si j'ai été blessé par certaines attitudes⁵». Une dénégation qui incitera l'ancien directeur de la rédaction de *Paris Match* à sortir du silence: «Dans un grand pays libre et démocratique comme le nôtre, il n'est pas concevable qu'un ministre de l'Intérieur puisse être à l'origine du limogeage d'un journaliste. [...] Je tiens donc à préciser que

1. Patrick de Carolis, *Les Ailes intérieures*, Plon, Paris, 2016.

2. Entretien avec l'auteur, mai 2021.

3. Alain Genestar, *L'Expulsion*, Grasset, Paris, 2008.

4. Mail d'Alain Genestar à l'auteur, 16 juillet 2021.

5. France 5, 29 septembre 2006.

le ministre de l'Intérieur, quand il affirme n'être pour rien dans mon licenciement, ne dit pas la vérité¹. »

Quelques mois plus tard, Vincent Barbare, directeur général des éditions First, va découvrir lui aussi les pressions que Nicolas Sarkozy peut exercer pour entretenir le mythe du couple politique qu'il entend encore désespérément incarner avec son épouse. Fin 2005, First commande à Valérie Domain, une journaliste de *Gala* ayant interviewé Cécilia Sarkozy quelques années auparavant pour un ouvrage sur la célébrité², une biographie de la probable future première dame. « À l'automne 2005, lors de plusieurs rendez-vous et échanges téléphoniques, Cécilia Sarkozy raconte donc à Valérie Domain son histoire d'amour avec Nicolas Sarkozy, la fin de cette histoire, sa nouvelle vie avec Richard Attias³. » Quelques semaines auparavant, Nicolas Sarkozy lui-même avait fait du shopping dans le quartier de la Madeleine, à Paris, au bras d'Anne Fulda, une journaliste du *Figaro* qu'il présentait aux vendeurs d'Ikea ou de Darty comme la « nouvelle Mme Sarkozy⁴ ». Comme au printemps, ni *Paris Match* ni *VSD* n'avaient osé publier des clichés de Pascal Rostain et Bruno Mouron immortalisant le ministre de l'Intérieur et sa nouvelle compagne rentrant au domicile de cette dernière, avenue Victor-Hugo (dans le 16^e arrondissement de Paris), portant des cabas chargés de fleurs⁵. Le 3 novembre, conscient que les révélations de Cécilia sont explosives, l'éditeur fait paraître dans *L'Express* un petit écho révélant que Domain l'a débriefée « avant » et « après » sa rupture avec Nicolas Sarkozy. Quand rien ne bouge, Barbare décide de foncer. Mais à quelques jours de la publication, alors que 25 000 exemplaires ont déjà été imprimés et que le plan média est prêt (interview chez Fogiel...), Cécilia envoie un texto à Domain : « Tout peut encore changer⁶. » Puis, après relecture des deux chapitres évoquant la rupture, elle laisse entendre que la journaliste n'a pas respecté ses propos et révèle dans *Le Parisien*

1. « Selon Alain Genestar, Nicolas Sarkozy est à l'origine de son licenciement », *Le Monde*, 16 novembre 2006.

2. Valérie Domain, *Femmes de, filles de*, First, Paris, 2005.

3. Entretien de Vincent Barbare avec l'auteur, 26 avril 2021.

4. « Le vrai roman de Nicolas et Cécilia Sarkozy », *Le Temps*, 7 février 2006.

5. Renaud Revel, *Les Amazones de la République*, First-Gründ, Paris, 2013.

6. Cité dans « À l'Élysée sans elle », *Le Monde*, 19 octobre 2007.

qu'elle a « appelé Nicolas au secours¹ ». Le 10 novembre 2005, Vincent Barbare est convoqué place Beauvau. Depuis le perron du ministère, le conseiller presse et communication Franck Louvrier l'aurait conduit directement dans le bureau de Nicolas Sarkozy : « Ils m'ont dit : "Vous êtes libre, mais si vous publiez, on attaquera pour atteinte à la vie privée", nous a confié Barbare. Ils ont ajouté que le livre n'avait pas de raison d'être, que notre journaliste [Valérie Domain] avait divagué, qu'elle n'avait en réalité jamais recueilli le témoignage de Cécilia (ce qui était faux). » Interrogé seize ans plus tard sur cet entretien, Franck Louvrier nous a affirmé n'y avoir « pas assisté »².

En sortant du ministère, Barbare est sonné. À l'époque, First est en train d'être vendu à Editis, du groupe Wendel, alors propriété du baron Ernest-Antoine Seillière. Nicolas Sarkozy aurait-il tenté de faire capoter cette vente? Barbare appelle en tout cas Seillière, ainsi qu'un dirigeant d'Editis : « Je leur ai expliqué que le bouquin était devenu un peu hors sujet. J'ai suggéré qu'on suspende la publication, j'avais d'autres combats à mener. » En catastrophe, Barbare appelle Hachette, qui s'apprête à distribuer dans toutes les librairies de France les 25 000 exemplaires déjà imprimés, et les fait sortir d'urgence de l'« office ». « À 24 heures près, ils étaient placés dans des cartons pour expédition ! Je les ai fait mettre sous bâche dans un entrepôt », nous a-t-il confié. Manque à gagner : plusieurs centaines de milliers d'euros.

Mais dans les jours qui suivent, catastrophe : *Le Canard enchaîné*, qui a eu vent de l'histoire, y consacre un article³ ! Une du *Parisien*, caméras de télé en bas de chez lui, Barbare ne sait plus où donner de la tête. Seize ans après, il minimise : « J'ai été la victime collatérale d'une réconciliation conjugale. » Domain, elle, sortira profondément blessée de l'épisode. Elle en sera réduite à publier à la place du récit envoyé au pilon un roman à clés ou Cécilia devient « Célia » et Nicolas, « Guillaume »⁴.

1. « Le vrai roman de Nicolas et Cécilia Sarkozy », *op. cit.*

2. Entretien de Franck Louvrier avec l'auteur, 21 juillet 2021.

3. Christophe Nobili, « Coup de karcher sur une bio de Cécilia », *Le Canard enchaîné*, 16 novembre 2005.

4. Valérie Domain, *Entre le cœur et la raison*, Fayard, Paris, 2006.

2005 : DE L'HUILE SUR LE FEU DES BANLIEUES ?

Depuis la place Beauvau, protégé par cette omerta médiatique, Nicolas Sarkozy poursuit sa stratégie. À deux ans de la présidentielle, il stigmatise régulièrement les jeunes issus de l'immigration. Comme d'autres, les caméras de TF1 contribueront à jeter de l'huile sur le feu en relayant ses « effets d'annonce », voire ses provocations. Comme le 19 juin 2005. Suite à la mort accidentelle d'un enfant de onze ans, le ministre de l'Intérieur déclare à La Courneuve : « Les voyous vont disparaître. Je mettrai les effectifs qu'il faut, mais nous nettoierons la cité des 4 000. » Quelques jours plus tard, il revient à La Courneuve et assume face aux caméras d'avoir utilisé devant la famille de la petite victime le terme « Karcher » : « Nettoyer au karcher est le terme qui s'impose, car il faut nettoyer cela. » En septembre, il s'insurge à nouveau contre « ceux qui menacent la sécurité des Français », « en premier lieu les gens du voyage, les jeunes de banlieue, les immigrés illégaux ». Le 26 octobre, hué par des jeunes d'Argenteuil choqués de le voir débarquer à nouveau au milieu d'un essaim de caméras, il continue à faire dans la provocation. S'adressant à un habitant à sa fenêtre, il lance : « Vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien, on va vous en débarrasser. »

Mais ce petit jeu qui consiste à humilier les jeunes des quartiers devant les caméras à ses limites. En octobre 2005, alors en poste à *90 Minutes* (Canal Plus), j'apprends que cela « chauffe » à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue de Lyon. Je propose à Paul Moreira et Luc Hermann d'aller enquêter sur place avec mon confrère Saddek Chettab (moi accompagnant, *embedded*, comme on dit dans le milieu, des policiers d'une brigade anticriminalité qui chassent les gamins tous les soirs au « flashball », lui côté émeutiers). Saddek apprend rapidement que si des jeunes brûlent des voitures, c'est depuis que l'un d'entre eux, soupçonné de rouler sur un scooter volé, a été blessé lors d'une « frappe », c'est-à-dire percuté intentionnellement par un véhicule de police¹.

En cours de tournage, un incident de même nature survient en Seine-Saint-Denis. Suite à un appel d'un habitant de Clichy-sous-Bois croyant voir des silhouettes pénétrer sur un chantier, les policiers de la ville se mettent à pourchasser, toutes sirènes hurlantes, des gamins qui reviennent

1. « La banlieue brûle », *90 Minutes*, Canal Plus, novembre 2005.

du foot. Deux d'entre eux, Zyed Benna et Bouna Traoré, se réfugient dans un transformateur électrique d'EDF. Au lieu de faire couper le courant, les policiers les encerclent. Paniqués, les deux ados de 15 et 17 ans meurent électrocutés. Loin de calmer le jeu, Nicolas Sarkozy relaye alors à longueur de JT des contre-vérités en prétendant que ses fonctionnaires ne «poursuivaient pas» les jeunes victimes¹. Depuis le récit d'un survivant, les habitants du quartier savent que c'est un mensonge éhonté. Quand TF1 et France 2 se mettent à relayer les «infx» du ministre de l'Intérieur, les jeunes de Clichy-sous-Bois basculent dans la violence. Ce cycle provocation-répression débouche sur les plus graves émeutes urbaines depuis 1968 : trois semaines de révoltes, 9 000 voitures brûlées, 200 millions d'euros de dégâts. Et une France placée sous état d'urgence, pour la première fois depuis la guerre d'Algérie².

Au plus fort des émeutes, la chaîne de Martin Bouygues évoque à peine les ravages provoqués par les surenchères sécuritaires de son candidat favori. Notamment en enterrant après diffusion une scène particulièrement significative. Elle est filmée en caméra cachée début novembre, quelques jours après l'électrocution de Zyed et Bouna.

Ce soir-là, dans le quartier de la Duchère à Lyon, une reporter de l'émission «7 à 8», produite par Emmanuel Chain pour TF1, est interpellée par des jeunes qui affirment être maltraités par des policiers lors d'incessants contrôles au faciès. Sophie Hamdad veut en avoir le cœur net. Elle décide de rester à l'écart en tournant en caméra cachée. La nuit tombée, une patrouille s'arrête devant les jeunes. Les policiers ignorent qu'ils sont filmés. L'un d'entre eux hausse le ton vis-à-vis d'un jeune : «Ta gueule!

– Vous nous dites “Ta gueule!”, on n'a rien fait, Monsieur!

– Tu veux qu'on t'emmène à un transformateur? On te dit de reculer, tu recules!

– Regardez, Monsieur, nous, on vous vouvoie et votre collègue, il nous tutoie.»

En marge de la scène, un autre jeune provoque un policier (chauve) : «C'est bien fait, t'as le cancer, t'as plus de cheveux!

1. Voir notamment TF1, «20 heures», 30 octobre 2005.

2. Voir «Émeutes en banlieue, la mécanique infernale», *Spécial investigation*, Canal Plus, 4 novembre 2013.

– Tu veux griller, toi aussi, avec tes copains? Tu veux aller dans un transfo? Ramène ta gueule, on va t'y mettre. [...] Et arrête de me regarder comme un âne!

– Vous croyez que c'est comme cela que le quartier va se calmer? demande un jeune.

– Que le quartier se calme ou pas, nous, on s'en branle, répond l'un des policiers. À la limite, plus cela merde, plus on est contents¹.»

En pleines émeutes urbaines, cette scène ayant miraculeusement échappé à la censure montre que, chauffés à blanc par Nicolas Sarkozy, certains policiers cherchent manifestement à ce que la France s'embrase. Visionnant les images juste avant diffusion, Patrick Le Lay est furieux qu'Étienne Mougeotte et Robert Namias, respectivement vice-président du groupe TF1 et directeur général adjoint de l'information, les aient validées. Selon le journaliste Thomas Hugues, Nicolas Sarkozy aurait « appelé Martin Bouygues, qui a appelé Patrick Le Lay, qui nous a mis une soufflante... Dans le circuit de la pression, ce cas de figure est exemplaire². » Le lendemain, lors d'un pot pour la 200^e de « 7 à 8 », la reporter ayant tourné la scène croise Robert Namias, qui est aussi l'époux d'Anne Barrère, la chargée de communication de la fondation « pièces jaunes » de Bernadette Chirac. Quand elle tente de lui parler, il la toise et lui tourne le dos. Au café où elle me fait alors ce récit, Sophie Hamdad m'affirme que sa séquence a ensuite été interdite à la vente par TF1³. Dans les mois qui suivent, un de ses reportages pointant du doigt la politique de quotas migratoires de Nicolas Sarkozy aurait été « mis à la poubelle par TF1 ». Puis, au moment des premières menaces contre *Charlie Hebdo*, en 2006, Sophie Hamdad reçoit l'ordre d'interrompre en plein tournage un reportage avec Cabu. « À l'arrivée de Sarkozy, j'ai quitté "7 à 8", j'ai estimé qu'il n'y avait plus d'enquête possible sur la Une », regrette-t-elle en 2021⁴. L'audiovisuel public échappait-il, lui, à ces pressions?

1. « 7 à 8 », TF1, 6 novembre 2005.

2. Cité par Aude Dassonville et Jamal Henni, *TF1. Coulistes, secrets, guerres internes*, op. cit.

3. Entretien de Sophie Hamdad avec l'auteur, décembre 2005.

4. Entretien de Sophie Hamdad avec l'auteur, 8 juillet 2021.

L'INFORMATION DE FRANCE 2, PRO-SARKOZY ?

Quand les émeutes éclatent, le président de France Télévisions, Patrick de Carolis, est en négociation avec le gouvernement Villepin pour qu'il desserre l'étau financier handicapant le groupe public depuis des années¹. Aussi les patrons de l'info marchent-ils sur des œufs. Sur demande des autorités, les décomptes quotidiens du nombre de voitures brûlées sont souvent escamotés des antennes. Plus grave : les violences policières qui se multiplient (matraquages sauvages, passages à tabac dans les commissariats...) sont la plupart du temps passées sous silence. Le 7 novembre 2005, alors qu'à La Courneuve une équipe du « 20 heures » de France 2 filme des policiers tabassant à coups de pied et de poings un jeune gisant au sol, Arlette Chabot, directrice de l'information, bloque la diffusion de la séquence durant près de trois jours, laissant le temps au ministre de l'Intérieur de préparer des éléments de langage justifiant la violence de ses fonctionnaires.

Pro-Sarkozy, Arlette Chabot ? Elle le connaît en tout cas très bien. Selon Bruno Roger-Petit, ancien journaliste de France 2 qui deviendra conseiller d'Emmanuel Macron, elle avait pris l'habitude, lors de la campagne présidentielle de 1995, de surnommer Chirac le « naze » et Balladur (dont le porte-parole était Nicolas Sarkozy) « Mon doudou »². Quand Chabot autorise enfin le « 20 heures » à diffuser quelques images du tabassage, le 10 novembre 2005, David Pujadas commence par rendre hommage au « professionnalisme » des policiers, puis annonce que huit d'entre eux ont été « suspendus ». Le sujet est atténué par une interview du patron de l'IGS (totalement fusionné avec l'IGPN en 2013), la police des polices, qui justifie longuement et sans contradicteur la violence de ses collègues.

À l'occasion, on découvre une autre scène filmée trois jours auparavant par une équipe de la télévision allemande, mais jamais diffusée en France. Menottés et plaqués au sol, deux jeunes y accusent des policiers

1. D'un montant de 116,50 euros en 2001, la redevance audiovisuelle annuelle était tombée à 116 euros en 2008 (dont environ 80 euros par an et par foyer pour France Télévisions). Un montant sensiblement moins élevé que dans plusieurs autres États européens.

2. Cité par Marc Endeweld, *France Télévisions [Off the record]*, Flammarion, Paris, 2010.

de les avoir roués de « coups de pied dans la tête ». Excédé, l'un des fonctionnaires lâche alors devant les journalistes allemands : « Regarde la France d'aujourd'hui, regarde cela ! C'est pas beau, ça¹ ? » Il aura fallu une nouvelle bavure pour que France 2 se décide à diffuser quelques secondes de ces scènes donnant une petite idée de la violence policière – et des remarques racistes – qui s'abattent alors sur les banlieues. Et encore, en donnant longuement la parole à Nicolas Sarkozy, qui justifiera en plateau la violence de ses policiers².

Le ministre de l'Intérieur récolte rapidement les fruits de sa stratégie de la tension : après les émeutes, sa cote de popularité bondit³. Dans la foulée, les industriels des médias continuent de soutenir son ascension politique. Quand TF1 décide de faire un « coup de com » en plaçant le journaliste d'origine martiniquaise Harry Roselmack en vitrine de son « 20 heures », Nicolas Sarkozy est le premier à faire buzzer l'info : « Grâce aux liens qui me rapprochent de Martin Bouygues, je sais qu'il y aura un Noir au 20 heures de TF1 cet été », lâche-t-il le 17 février 2006 lors d'un dîner avec des membres du Club Averroes, un groupe informel de médias promouvant la diversité dans la presse. Quelques mois plus tard, quand il publie son livre *Témoignage*⁴, *Le Point*, hebdomadaire de François Pinault (du groupe Kering), lui consacre une troisième couverture souriante en quelques mois. Sur Europe 1 (groupe Lagardère), Jean-Pierre Elkabbach l'invite pour une interview à la complaisance burlesque. Quelque temps auparavant, alors que Nicolas Sarkozy avait pris la tête de l'UMP, Elkabbach l'avait même consulté sur le choix du journaliste de la radio qui suivrait... l'UMP⁵.

À *Paris Match*, Olivier Royant, nommé en remplacement d'Alain Genestar, reprend les vieilles habitudes de l'hebdo Lagardère : flatter l'image des amis du patron. En juin 2006, alors que Cécilia Sarkozy est revenue vivre en France « pour tenter de reconstruire sa famille » (pour ne

1. « 20 heures », France 2, 10 novembre 2005.

2. « France 2 s'acharne sur Zyed et Bouna », *Télérama*, 18 mars 2015.

3. Voir notamment le sondage Ipsos/*Le Point* du 16 novembre 2005, où 63 % des sondés approuvaient « plutôt » ou « tout à fait » son action.

4. Nicolas Sarkozy, *Témoignage*, XO, Paris, 2006.

5. « Sarko, conseiller en recrutement pour Europe 1 », *Le Canard enchaîné*, 22 février 2006.

pas plomber le projet présidentiel de son mari, penseront certains), *Paris Match* publie un reportage photo en Guyane donnant l'impression qu'elle est de nouveau heureuse avec Nicolas Sarkozy. En réalité, l'épouse du candidat souffre le martyre. Et la situation n'est pas non plus facile pour les enfants. Lors de leur retour en France, alors que Nicolas Sarkozy est venu les accueillir en personne sur le tarmac de l'aéroport à leur arrivée d'un long vol en provenance des États-Unis avec Cécilia et Richard à leurs côtés, Louis (8 ans) et Jeanne-Marie (18 ans) refusent de descendre de l'avion : « Pour eux, les États-Unis avaient incarné un paradis, nous a confié un proche. Pour la première fois de leur vie, ils pouvaient sortir sans escorte policière, aller dormir chez des amis, se promener incognito, c'était la liberté ! » Richard Attias, en revanche, payera cash le fait d'avoir osé s'afficher avec l'épouse du ministre de l'intérieur : « Il a perdu la plupart de ses clients », nous racontera un proche¹. Comme Klaus Schwab, le fondateur du Forum de Davos, qui lui aurait lâché : « Je ne veux plus travailler avec toi ! »

À cette période, il reste néanmoins quelques médias qui osent résister à l'emprise de Nicolas Sarkozy. Comme Canal Plus, dont la maison-mère, Vivendi, est alors dirigée par le chiraquien Jean-René Fourtou. Financée depuis sa création en 1984 par des abonnés attachés à son indépendance, ce premier « *Mediapart* de la télé » a même fait de la résistance au sarkozysme une culture d'entreprise. Un bref retour en arrière n'est pas inutile pour mesurer l'ampleur de la mise au pas dont va être victime la chaîne cryptée.

1. Entretien avec l'auteur, avril 2021.

Incontrôlables *Guignols*

En ce 17 septembre 1997, sur le plateau de *Nulle part ailleurs*, Bruno Gaccio est chargé de dresser le portrait de l'invité de Guillaume Durand. Malgré l'échec de son mentor Édouard Balladur en 1995, Nicolas Sarkozy tente un retour en politique. Il ne va pas être déçu. Pendant de longues minutes, l'auteur phare des *Guignols de l'info* fait marrer le public en le qualifiant de « traître » (pour avoir trahi Chirac en 1995), de « pois-sard en politique » (parce qu'il choisirait toujours le mauvais cheval), en lui demandant « comment on peut être jeune et balladurien »... Bref, il tape fort. « Personne ne s'attendait à cette chronique de Gaccio, confiera Pierre Lescure, alors président de Canal Plus. Nicolas Sarkozy était reparti furieux. En sortant, il a piqué une crise. On savait qu'il nous en voudrait jusqu'à la dernière génération. Il répétait que c'était inadmissible¹. »

Mais en coulisses, Alain de Greef, le directeur des programmes de la chaîne, savoure, lui, le culot de son poulain. Gaccio le raconte : « Je sors du plateau, je m'engage dans un couloir, tous les techniciens me disaient : "Bravo d'avoir osé !" Et là, j'arrive à une porte battante derrière laquelle m'attendait Alain de Greef. Je me suis dit que j'allais me faire engueuler, car j'y avais vraiment été fort. De Greef me regarde et me dit : "Parfait, il manquait juste un sourire"² ! » Alain de Greef, ancien de l'ORTF et

1. Cité par Renaud Saint-Cricq et Frédéric Gerschel, *Canal Sarkozy*, op. cit.

2. Entretien de Bruno Gaccio avec l'auteur, 2016.

d'Antenne 2, avait appris à détester le journalisme servile. Il est une pièce maîtresse de l'indépendance éditoriale de Canal Plus. Dans les années 1990, il encourage les *Guignols* à cogner, les protège contre Lescure et la fureur des politiques.

CANAL PLUS SOUS PRESSION ?

En 2002, quand Pierre Lescure, patron emblématique de Canal Plus, est viré par le numéro un de l'actionnaire majoritaire Vivendi, Jean-Marie Messier, proche d'Édouard Balladur, les salariés de la chaîne cryptée envahissent le CSA (le conseil supérieur de l'audiovisuel) pour réclamer des gages d'indépendance éditoriale. Après la chute de Messier, le nouveau président du groupe, Bertrand Méheut, doit avancer avec précaution. Il a compris qu'à Canal Plus, l'indépendance fait partie de l'ADN de la chaîne, que les abonnés y sont attachés et qu'il serait dangereux de la remettre en cause. Suite à la réélection de Jacques Chirac et à l'arrivée d'un de ses proches, Jean-René Fourtou, à la tête de Vivendi, il va néanmoins entreprendre, avec son nouveau directeur général venu de TF1, Guillaume de Vergès, de remettre en cause le ton « libre et irrévérencieux de Canal Plus¹ ». Dans la foulée, avec son successeur Rodolphe Belmer, Méheut va tenter de mettre au pas *Les Guignols de l'info*.

L'histoire nous a été racontée par leur auteur phare, Bruno Gaccio : « Méheut me dit : il faut être plus équilibré, arrêter de taper sur la droite. J'entends pas. Du coup, ils veulent qu'on enregistre l'émission pour qu'ils puissent relire nos textes tous les jours à 17 heures. On refuse de renoncer au direct. Mais on consent à leur envoyer nos textes pour relecture. » Contrarié, Gaccio décide alors de faire des blagues à sa direction : « Un soir, la marionnette de Bernadette Chirac est prévue en plateau. Notre texte prévoit de la présenter par provocation, de manière particulièrement injurieuse, comme : « Bernadette Chirac, grosse pute ». Paniqué, un employé du service juridique alerte la direction. Belmer m'appelle, affolé, et je lui réponds : « Mais non, Rodolphe, on ne va pas dire cela !

– Si, j'ai le texte sous les yeux !

1. « Canal : de l'eau tiède dans le décodage », *Le Canard enchaîné*, 4 juin 2003.

– Ben oui, mais c'est une version de travail de 14 heures, on affine, Rodolphe, détends-toi!"

Le lendemain, rebelote, raconte encore Gaccio, on invite Roselyne Bachelot. On écrit un texte qui la présente de manière encore plus injurieuse comme une « grosse truie qui pue la merde ». Belmer a rappelé pour me dire: « OK, j'ai compris. » Après, ils nous nous ont fichu la paix¹. »

Depuis la place Beauvau, Nicolas Sarkozy mène alors une politique ultra-sécuritaire. Quand les auteurs des *Guignols* (Bruno Gaccio, Ahmed Hamidi, Lionel Dutemple, Julien Hervé) la pointent du doigt, il persifle: « Ce sont des militants, pas des auteurs. » Lui qui gère ses relations avec autrui par le rapport de force ou la séduction n'arrive à rien avec les marionnettes: « Il n'a aucune prise, et cela le désespère. Alors il fait mine d'oublier le problème », témoigne un ami. Fin 2004, après sa conquête de l'UMP dans la perspective de la présidentielle, Nicolas Sarkozy recommence à se plaindre des *Guignols*. Notamment chez Michel Drucker: « J'essaie de vivre en acceptant. Bien sûr, qu'on m'en parle dans la rue. Ma marionnette a fait nettement plus d'heures de télévision que moi. Aller faire le sérieux après, c'est pas facile. C'est un métier noble, la politique. Bien sûr, ça blesse². » En 2006, Nicolas Sarkozy tente d'attirer les auteurs à un petit déjeuner place Beauvau. Mais ils ne « mangent jamais avec les politiques³ ». Alors à l'approche de la présidentielle, le ministre de l'Intérieur change de tactique: il passe des coups de fil furibards à Bertrand Méheut et Rodolphe Belmer. À Canal Plus, l'un des auteurs se voit même conseiller de « mettre la pédale douce », car « Sarko va péter une durite ». Parmi les saltimbanques de Canal Plus, les coups de pression du ministre de l'Intérieur commencent à lasser. En avril 2007, même Christian Borde, *alias* Jules-Édouard Moustic, le discret présentateur de Groland, n'hésite plus à critiquer Nicolas Sarkozy: « Il va dans le sens du poil de tout le monde pour prendre le pouvoir, c'est tout juste s'il ne promet pas de la vodka gratuite, comme en Russie! [...] C'est

1. Entretien de Bruno Gaccio avec l'auteur, 25 mars 2019.

2. « Vivement dimanche », France 2, 5 décembre 2004.

3. Pour avoir ignoré cette règle en acceptant de dîner en compagnie de Ségolène Royal en 2006, Bruno Gaccio sera poussé vers la sortie des *Guignols* en juin 2007.

pas possible d'être finaud avec quelqu'un qui tape avec des chaussures à semelles compensées. Forcément, tu sors tes santiags¹!»

LA MISE AU PAS DE L'INVESTIGATION

Mais si les trublions de Canal Plus parviennent à résister, l'investigation, en revanche, va être mise au pas. Incarnée par le magazine *90 Minutes* lancé en 1999 par Paul Moreira avec une équipe de journalistes salariés de Canal Plus, elle a longtemps joui d'une très grande indépendance éditoriale. Sous Jacques Chirac, nous allons initier plusieurs enquêtes de nature à embarrasser l'exécutif. En 2002, Bernard Nicolas et Michel Despratx lèvent un coin du voile sur les barbouzeries gaullistes. Après des mois d'enquête, ils démontrent qu'en 1979, le ministre du Travail Robert Boulin (un gaulliste historique rallié à Giscard) ne s'est pas suicidé, mais qu'il a vraisemblablement été assassiné². Une autre de nos enquêtes va provoquer une déflagration en Afrique de l'Ouest. En 2004, des dizaines d'Ivoiriens sont tués par balle à Abidjan lors d'une manifestation hostile à la présence française. Mais alors que la ministre française de la Défense Michèle Alliot-Marie nie toute bavure, des images récupérées par mon confrère Stéphane Haumant montrent des soldats français tirant sur la foule³... Quand des chiraquiens font pression pour empêcher la rediffusion de ce scoop dévastateur, Stéphane Haumant se voit interdire de continuer à travailler sur le sujet. À cette époque, Belmer censure «Mâdame», un portrait non autorisé de Bernadette Chirac réalisé par l'impertinent John-Paul Lepers pour *Lundi Investigation*. Puis il annonce à Paul Moreira que trois autres enquêtes ne seront pas diffusées. L'une explore le passé extrémiste de José-Manuel Barroso, alors président de la Commission européenne. Une autre évoque des interventions de Nicolas Sarkozy dans les marchés publics des Hauts-de-Seine et sa stratégie pour accéder au pouvoir.

Pour l'enquête sur Sarkozy, que je réalise avec ma consœur Véronique Robert (qui sera tuée en 2017 par l'explosion d'une mine en Irak), l'UMP

1. *Les Inrocks*, avril 2007.

2. «Robert Boulin, le suicide était un crime», *90 Minutes*, Canal Plus, 15 janvier 2002.

3. Stéphane Haumant, Jérôme Pin et Laurent Cassoulet, «Côte d'Ivoire: quatre jours de feu», *90 Minutes*, Canal Plus, 30 novembre 2004.